

Comptes consolidés

au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014

I. Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2014

En milliers d'euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Chiffre d'affaires	4	247 195	239 274
Autres produits opérationnels	6	3 086	3 061
Achats consommés		-10 641	-9 244
Charges de personnel	5	-128 793	-118 575
Autres charges opérationnelles	6	-60 397	-59 643
Impôts et taxes		-8 185	-8 554
Dotations aux amortissements et aux provisions	7	-8 610	-8 182
Résultat opérationnel courant		33 655	38 137
Autres charges et produits opérationnels non courants	6	-3 098	-2 199
Résultat opérationnel		30 557	35 938
Coût de l'endettement financier net	8	-170	-397
Autres charges et produits financiers	8	-448	-62
Résultat avant impôt		29 939	35 479
Impôts sur les résultats	9	-10 106	-11 293
Résultat net des sociétés intégrées		19 833	24 186
Participation dans des entreprises associées			
Résultat net de l'ensemble consolidé		19 833	24 186
Dont intérêts minoritaires		1 388	2 431
Dont part du Groupe		18 445	21 755
Résultat net par action de l'ensemble consolidé (en €)	18	6,57	7,76
Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé (en €)	18	6,59	7,74

II. États du résultat global consolidé aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2014

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	19 833	24 186
Gains et pertes actuariels	-2 718	11
Impôts sur les éléments non reclassables en résultat	907	-9
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	-1 811	2
Écarts de conversion	111	-81
Impôts sur les éléments reclassables en résultat		
Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	111	-81
Autres charges et produits enregistrés directement en capitaux propres	-1 700	-79
Résultat global de la période	18 133	24 107
Dont part du Groupe	16 775	21 689
Dont intérêts minoritaires	1 358	2 418

III. Bilans consolidés aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2014

A. Actif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Actif non courant			
Écarts d'acquisition	10	67 687	45 665
Autres immobilisations incorporelles	11	5 506	3 816
Immobilisations corporelles	12	34 707	26 676
Immeuble de placement	13	127	131
Titres mis en équivalence	14	5 000	
Actifs financiers non courants	15	1 661	1 895
Impôts différés	9	12 334	11 174
Total actif non courant		127 022	89 357
Actif courant			
Stocks et en-cours		1 152	1 162
Clients et comptes rattachés	16	59 865	51 522
Autres créances et comptes de régularisation	17	15 037	13 722
Impôt courant actif	17	5 348	5 289
Valeurs mobilières de placement	22	5 784	27 133
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	22	109 942	75 415
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	22	134 383	133 710
Total actif courant		331 511	307 953
Total de l'actif		458 533	397 310

B. Passif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Capitaux propres (part du Groupe)			
Capital	18	5 593	5 610
Primes	V	497	1 227
Réserves et résultat consolidé	V	148 052	136 812
Total capitaux propres (part du Groupe)	V	154 142	143 649
Intérêts minoritaires	V	11 120	11 830
Total capitaux propres		165 262	155 479
Passif non courant			
Provisions et avantages au personnel	19 & 20	13 559	9 877
Emprunts et autres dettes financières	21	64 866	35 008
Autres passifs non courants	21	4 298	
Impôts différés	9	343	364
Total passif non courant		83 066	45 249
Passif courant			
Provisions	19	1 973	1 192
Dettes financières à court terme	21	8 247	8 361
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	22	89 161	86 488
Fournisseurs et comptes rattachés	21	22 726	19 332
Impôt courant passif	21	814	303
Autres passifs courants	21	87 284	80 906
Total passif courant		210 205	196 582
Total du passif		458 533	397 310

IV. Tableau des flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2014

En milliers d'euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Flux liés à l'activité			
Résultat net (part du Groupe)	I	18 445	21 755
Intérêts minoritaires	I	1 388	2 431
Résultat net des sociétés intégrées	I	19 833	24 186
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations et reprises des amortissements et provisions		8 660	6 480
Plus ou moins-values de cession		420	-17
Autres produits et charges calculés			-17
Charge d'impôts différés	9	93	936
Coût de l'endettement brut	8	1 222	1 139
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		30 228	32 707
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	24	932	-2 724
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		31 160	29 983
Flux liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles		-15 818	-13 025
Acquisitions / diminutions nettes d'immobilisations financières		179	128
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
Incidence des variations de périmètre		-20 608	-9
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-36 247	-12 906
Flux liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital ou apports	V	84	211
Réduction ou remboursement de capital	V	-830	
Distributions de dividendes	V	-7 681	-7 633
Coût de l'endettement brut	8	-1 222	-1 139
Émission / Remboursement d'emprunts		29 816	19 007
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		20 167	10 446
Variation de trésorerie			
Variation de trésorerie		15 080	27 523
Incidences des variations de taux de change		59	-49
Trésorerie à l'ouverture	22	124 733	97 306
Reclassement de trésorerie		75	-47
Trésorerie de clôture	22	139 947	124 733

Ce tableau de flux n'intègre pas les flux de trésorerie gérés pour le compte de tiers dans le cadre des activités promotionnelles.

V. Tableau de variation des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2014

En milliers d'euros	Capital social	Primes	Réserves	Actions propres	Résultat	Écarts de conversion	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31 décembre 2012	5 600	1 025	100 620	-117	20 405	-137	127 396	11 461
Résultat net de la période					21 754		21 754	2 431
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			16			-81	-65	-13
Résultat global de la période			16		21 754	-81	21 689	2 418
Acquisitions de titres			1				1	-1
Augmentation / diminution de capital	10	202					212	
Titres d'autocontrôle				-47			-47	
Affectation résultat 2012			20 405		-20 405			
Dividendes versés			-5 602				-5 602	-2 048
Stock-options								
Capitaux propres au 31 décembre 2013	5 610	1 227	115 440	-164	21 754	-218	143 649	11 830
Résultat net de la période					18 445		18 445	1 388
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			-1 762			92	-1 670	-30
Résultat global de la période			-1 762		18 445	92	16 775	1 358
Acquisitions de titres / achats de minoritaires								
Augmentation / diminution de capital	-17	-730					-747	
Titres d'autocontrôle				75			75	
Affectation résultat 2013			21 754		-21 754			
Dividendes versés			-5 610				-5 610	-2 068
Stock-options								
Capitaux propres au 31 décembre 2014	5 593	497	129 822	-89	18 445	-126	154 142	11 120

VI. Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2014

NOTE 1 - Faits marquants

- Acquisition de 100 % du capital de la société Graddo Grupo Corporativo S.L. et de ses filiales.

Basée à Madrid, Graddo est une société familiale spécialisée dans le traitement de documents et des moyens de paiement qui affiche en 2014 un chiffre d'affaires de 16,5 millions d'euros avec une rentabilité d'exploitation comparable à celle de Tessi documents services. La société compte 719 collaborateurs.

Graddo est reconnue comme l'un des principaux acteurs du BPO sur le marché espagnol, notamment dans le domaine bancaire.

- Le Groupe Tessi a pris une participation minoritaire (20,22 %) dans la société Spigraph Group.

Le groupe Spigraph s'est développé rapidement à la fois par croissance organique et externe pour devenir le numéro un de la Distribution à Valeur Ajoutée (VAD) de solutions et services de capture documentaire sur le marché EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique). Il est passé ainsi d'un chiffre d'affaires de 24 millions d'euros en 2011 à plus de 108 millions d'euros en 2014. Il compte aujourd'hui 350 collaborateurs.

Fondé en 1997, Spigraph Group (ex Spigraph International) dont le siège social est basé à Saint Quentin Fallavier (38) est présent localement dans 20 pays (Allemagne, Autriche, Algérie, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Maroc, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République Tchèque, Suède, Suisse et Tunisie).

- Acquisition à 100 % de la société suisse Gdoc.

Gdoc est une entreprise de services numérique qui bénéficie de la confiance de dizaines de grands comptes européens dans le domaine de la Gestion Documentaire.

Gdoc, dont le siège social est basé à Genève, affiche un chiffre d'affaires 2014 de 11,2 millions de francs suisse. Implantées à Zürich, Madrid, Londres et Paris, les équipes regroupent plus de soixante spécialistes actifs tant auprès des maîtrises d'œuvre que des maîtrises d'ouvrage, notamment dans les secteurs assurance, banque, public, retail, telecom et utilities.

NOTE 2 - Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe Tessi au 31 décembre 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2014.

Les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 sont sans incidence sur les états financiers du Groupe.

Les normes applicables au Groupe Tessi à compter du 1^{er} janvier 2014 sur la consolidation sont les normes IFRS 10-Etats financiers consolidés, IFRS 11-Partenariats et IFRS 12-Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. Celles-ci redéfinissent la notion de contrôle exercé sur une entité, suppriment la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint, seule la méthode de consolidation par mise en équivalence étant admise, et complètent les informations requises dans l'annexe aux comptes consolidés. L'application

de ces textes n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe compte tenu du fait que le Groupe ne possède pas d'entités consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2014.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 9 avril 2015.

1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

2. Règles de consolidation

Toutes les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou a des droits sur les rendements variables de l'entité en raison de son implication dans l'entité, et a la capacité d'influer ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif sont mises en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe contrôle au moins 20 % du capital de la Société.

Au 31 décembre 2014, seule la société Spigraph Group est intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de filiales non significatives, ainsi que les titres détenus à long terme dans les SNC souscrites dans le cadre de la loi Girardin, sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisées en résultat s'agissant d'une dépréciation durable

3. Conversion des états financiers

Les comptes financiers présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis sur la base du taux de clôture pour les postes du bilan à l'exception des capitaux propres, et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

4. Méthodes et règles d'évaluation

4.1. Immobilisations incorporelles

a. Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

Les modalités des tests de perte de valeur des UGT sont détaillées dans la note 4.4.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé en autres charges opérationnelles non courantes. Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Les écarts d'acquisitions comptabilisés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur est déterminée.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété par le Groupe sont comptabilisés au coût d'achat.

Pour les logiciels générés en interne, seuls les coûts externes sont intégrés au coût d'acquisition.

Leur durée d'utilité est estimée au maximum à 5 ans, et ils sont amortis linéairement sur cette durée.

4.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût historique.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément.

Les immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrites ci-dessous.

a. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

b. Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant la méthode linéaire. Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- ensembles immobiliers :
 - terrain non amortissable
 - aménagements terrain 10 ans
 - constructions et aménagements 30 à 40 ans
- agencements 5 à 8 ans
- matériel et outillage 3 à 7 ans
- mobilier, matériel de bureau 3 à 10 ans

4.3. Actifs financiers

a. Sociétés mises en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence. La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus dans une entité associée ou contrôlée conjointement le coût d'acquisition de ces titres ajusté de la quote-part du Groupe dans les valorisations de l'actif net de l'entité depuis son acquisition.

Lors de l'acquisition de titres des sociétés comptabilisées par mise en équivalence, le prix d'acquisition des titres est affecté aux actifs et passifs acquis évalués à leur juste valeur. L'écart entre le prix d'acquisition et la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs acquis représente le goodwill qui est intégré à la valeur comptable des titres.

Le résultat des sociétés mises en équivalence comprend principalement les éléments suivants :

- quote-part de résultat du Groupe dans ces sociétés sur la base d'estimés,
- résultat de cession des titres de ces sociétés,
- écart de réévaluation lors d'une perte d'influence sans cession de titres,
- dépréciation de titres de ces sociétés.

b. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont notamment composés de titres de participation et autres titres immobilisés de sociétés non consolidées, de prêts et créances financières à long terme et de titres de placement.

Ils sont analysés et classés en quatre catégories :

➤ **Actifs financiers détenus à des fins de transaction**

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur la base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

➤ **Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance**

Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

➤ **Prêts et placements long terme**

Les prêts et placements long terme sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis évalués au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

➤ **Actifs financiers disponibles à la vente**

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs que la Société a l'intention de conserver pour une période non déterminée et qui peuvent être vendus pour répondre à des besoins de liquidité ou des changements de taux d'intérêts. Ils comprennent les titres de participation non consolidés. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à la juste valeur, les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sauf s'il s'agit d'une dépréciation durable (cette dernière étant alors enregistrée en résultat).

Les titres de participation et autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation durable dès lors qu'on constate une baisse de valeur substantielle et prolongée. Les dépréciations sont déterminées en tenant compte de la quote-part des capitaux propres détenus, de la valeur de marché des titres, lorsque celle-ci peut être connue, et des perspectives de rentabilité à moyen et long terme des participations concernées.

c. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Premier Entré Premier Sorti et comprennent le prix d'achat et les frais accessoires.

d. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale qui est équivalente à leur juste valeur compte tenu de leur échéance à court terme. Le cas échéant, ces créances sont diminuées d'une provision pour dépréciation, pour les ramener à leur valeur nette de réalisation estimée. Les provisions pour dépréciation des créances clients sont déterminées en fonction de leur antériorité et des risques de non-recouvrement identifiés.

e. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité.

Les placements classés en équivalents de trésorerie ayant une maturité supérieure à 3 mois ont des options de sortie sans pénalités exerçables à tout moment initialement prévues au contrat, et n'ont pas de risque de valeur lié au niveau de rémunération minimum acquise.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent également les comptes liés aux activités financières de CPoR Devises (comptes bancaires, devises, or). Pour une meilleure compréhension, les comptes présentés dans le bilan publiable de CPoR Devises ont été repris sur une ligne spécifique dans les actifs et passifs courants des bilans consolidés.

➤ Opérations en devises

Les actifs et les passifs libellés en devises sont évalués au cours de change communiqué par la Banque Centrale Européenne à la clôture de l'exercice.

➤ Opérations Or

Les avoirs et dettes en or sont valorisés selon les dispositions du règlement n° 89-01 du 22 juin 1989, relatif à la comptabilisation des opérations en devises, modifié par les règlements n° 90-01 du 23 février 1990, n° 95-04 du 21 juillet 1995, du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, et 00-02 du 04 Juillet 2000, du Comité de la Réglementation Comptable.

Les avoirs d'or physique, ainsi que les créances et dettes sont valorisés sur la base des cours de marché des différents produits commercialisés, à la date d'arrêté.

Le risque de variation de cours des avoirs physiques est couvert par une position courte symétrique en or scriptural (onces d'or), équivalente au poids total des avoirs d'or physique. Le fonctionnement du compte de couverture Or, structurellement à découvert, est autorisé dans le cadre de lignes de crédit confirmé.

Les primes attachées à certains produits dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or, ne font pas l'objet d'une couverture spécifique.

➤ Comptes bancaires de la clientèle

Les comptes bancaires de la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, et les comptes en devises au cours de la Banque Centrale Européenne.

➤ Prêts et emprunts au jour le jour

Ils sont souscrits pour assurer la gestion quotidienne de la trésorerie et de la couverture de change.

4.4. Dépréciation des actifs

Dans le cadre de la norme IAS 36 « Dépréciations des actifs », la valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Une UGT est le plus petit groupe d'actifs générant des flux de trésorerie de manière autonome et

correspond au niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Les flux de trésorerie retenus sont issus des « business plans » des UGT couvrant les cinq prochains exercices et sont actualisés par application d'un coût moyen pondéré du capital déterminé en fonction de l'activité des UGT.

Les trois secteurs retenus (Tessi documents services, CPoR Devises et Tessi marketing services) dans le cadre de la norme IFRS 8 constituent trois UGT homogènes. En raison de l'interdépendance des sociétés dans chaque secteur, il n'a pas été identifié d'UGT plus petite.

Une dépréciation est comptabilisée en raison de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif, cette dernière étant la plus grande valeur entre la valeur d'utilité et la juste valeur de marché diminuée des coûts de cession.

La dépréciation ainsi déterminée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisitions puis au prorata des valeurs comptables des autres actifs.

4.5. Provisions

Des provisions sont constatées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources.

➤ Provisions pour restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée quand un plan de restructuration formalisé et détaillé a été approuvé par l'organe compétent, et quand le Groupe a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée que ce plan sera mis en œuvre soit en commençant à exécuter le plan soit en leur annonçant ses principales caractéristiques.

La provision inclut uniquement les dépenses liées au plan comme notamment les coûts liés aux fermetures de sites.

➤ Provisions pour litiges

D'une manière générale, chacun des litiges et risques connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêt des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, sociale et des litiges commerciaux.

4.6. Régimes de retraite et indemnités de cessation de services

Les engagements liés aux régimes de retraite à prestations définies sont provisionnés et déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par un actuair indépendant utilisant une méthode actuarielle.

Il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi, qui proviennent d'une part des changements d'hypothèses actuarielles et d'autre part des écarts d'expérience, sont reconnus en contrepartie des capitaux propres, nets d'impôts différés selon l'option de l'amendement à IAS 19.

Les effets significatifs d'une liquidation ou d'une réduction sur un régime postérieur à l'emploi à prestations définies, sont constatés intégralement par le biais du compte de résultat.

Par ailleurs, l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée en 2013 n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés.

4.7. Actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

4.8. Avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Des options de souscription d'actions peuvent être accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Tessi pendant un délai de quatre ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation déterminée par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte du prix d'exercice, de la durée de vie des options ainsi que du cours de l'action sous-jacente. Il n'a pas été tenu compte d'un taux de rotation des bénéficiaires, ceux-ci étant supposés présents à la date de levée des options.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charge avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire salarié devient créancier de la gratification. Aucune charge n'est reconnue au titre des avantages dont les titulaires ne remplissent pas les conditions exigées pour acquérir un droit de créance définitif.

L'effet de dilution des options non exercées a été pris en compte au niveau du résultat par action.

4.9. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs, sur la ligne « actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés sur la ligne « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan.

4.10. Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement constitués de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit et d'un emprunt obligataire. Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, de laquelle sont déduits le cas échéant des coûts de transaction directement rattachables. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, sur la base de leur taux d'intérêt effectif.

4.11. Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé adopte une présentation par nature.

a. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés aux activités courantes de l'ensemble constitué par les sociétés commerciales consolidées par intégration globale. En ce qui concerne CPoR Devises, le chiffre d'affaires retenu est le Produit Net Bancaire. Il est composé des éléments suivants :

➤ **Intérêts - charges et produits assimilés**

Il s'agit de charges et produits d'intérêts sur les comptes bancaires et les opérations de prêts ou d'emprunts.

➤ **Commissions**

Elles sont comptabilisées en produits en totalité à la date d'encaissement.

➤ **Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation**

Ce résultat est composé des opérations de change dans le cadre de l'activité de CPoR Devises.

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 89-01 du 22 juin 1989, relatif à la comptabilisation des opérations en devises, modifié par les règlements n° 90-01 du 23 février 1990, n° 95-04 du 21 juillet 1995, du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, et n° 00-02 du 04 Juillet 2000, du Comité de la Réglementation Comptable.

Le résultat de change est déterminé par devise. L'ensemble des actifs et passifs en devises est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de référence à la date de clôture communiqués par la Banque Centrale Européenne.

Les profits et pertes de change sont comptabilisés par devise dans les comptes de gains ou de pertes sur opérations en devises, sans qu'aucune compensation ne soit effectuée entre plus et moins-values latentes.

Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

➤ **Autres produits d'exploitation bancaire**

Ils sont principalement composés des revenus liés à l'activité Or (achat-vente Or, commission Or...).

Le résultat des opérations or est déterminé par produit. L'ensemble des actifs et passifs en or est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de marché à la date de référence.

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, ou des coûts associés.

b. Charges de personnel

Le poste « charges de personnel » inclut la participation des salariés, les avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres, ainsi que le CICE – Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi.

c. Impôt sur les résultats

Le poste « impôts sur les résultats » comprend la somme des impôts exigibles et d'impôts différés.

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte de l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales de certains éléments actifs et passifs du bilan consolidé. Ils sont calculés selon la méthode bilancielle avec application du report variable, sans actualisation.

Les pertes fiscales reportables font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles correspondantes pourront être imputées.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'horizon de recouvrement des reports fiscaux déficitaires fixé par le Groupe est de 8 ans.

4.12. Résultat net par action (RNPA)

Le résultat net par action a été calculé en conformité avec la norme IAS 33. L'information présentée est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- RNPA : résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice,
- RNPA dilué : résultat net part du Groupe rapporté au nombre d'actions en circulation pendant l'exercice, augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'actions.

4.13. Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges.

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information présentée Note 3 pour chaque secteur est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.



Pour accompagner l'évolution de son périmètre et accroître sa lisibilité, le Groupe Tessi structure désormais son offre de la manière suivante :

- le secteur Tessi documents services propose une offre globale, complète et évolutive dans la gestion des flux entrants, circulants et sortants dans le contexte d'un marché de la dématérialisation qui explose :
 - flux entrants / dématérialisation : BPO pluri-sectoriels, activités de back-office bancaires moyens de paiement scripturaux (chèques, virements, prélèvements et effets électroniques) et gestion de moyens de paiement et encaissements,
 - technologies : édition et intégration de solutions logicielles et matérielles de traitement de moyens de paiement, documents hybrides et échanges numériques (BOS MANAGER, Docubase, Logidoc-Solutions, Sakarah, ASPOne.fr...),
 - flux sortants (mailings, factures, fiches de paie, relevés de compte, quittances...): éditique de gestion, traitement industriel de courriers égrenés, recommandés et dématérialisés, dématérialisation des factures,
 - contact center : gestion de la relation client à distance.
- le secteur CPoR Devises rassemble les activités de grossiste sur le marché du billet de banque étranger et sur le marché de l'or physique en France, ainsi que les activités de change manuel de la banque belge Goffin Bank acquises en 2010,
- le secteur Tessi marketing services regroupe le marketing promotionnel, la logistique publi-promotionnelle et le marketing direct.

NOTE 3 - Variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2014

Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

1. Sur l'année 2014, acquisitions et créations des sociétés suivantes

- Acquisition au 13 mai 2014, et consolidation par intégration globale de la société Graddo Grupo Corporativo et de ses filiales.

La contribution au chiffre d'affaires du Groupe sur l'année 2014 représente 11,4 M€ pour 8 mois.

La première consolidation de Graddo fait ressortir un écart d'acquisition d'un montant de 13,9 M€. Cet écart est susceptible d'être modifié dans les 12 mois suivants.

Un complément de prix d'acquisition a été défini et comptabilisé à hauteur de 100 % dès lors que sa réalisation reste probable.

Compte tenu de l'impact peu significatif de cette acquisition par rapport aux autres sociétés du Groupe aussi bien sur le chiffre d'affaires, le résultat ou les agrégats bilanciaux, le Groupe ne communiquera pas de comptes pro forma.

- Création au 27 mai 2014 et consolidation par intégration globale de la société Tessi lab, spécialisée dans la recherche et le développement.
- Création au 1^{er} octobre 2014 et consolidation par intégration globale de la société Tessi CRM Consulting, spécialisée dans le conseil en stratégies et la recherche marketing.
- Prise de participation au 8 décembre 2014 et consolidation par mise en équivalence de la société Spigraph Group.
- Acquisition au 22 décembre 2014, et consolidation par intégration globale de la société Gdoc Holding SA et de ses filiales.

La première consolidation de Gdoc fait ressortir un écart d'acquisition d'un montant de 8,4 M€. Cet écart est susceptible d'être modifié dans les 12 prochains mois.

Un complément de prix d'acquisition a été défini et comptabilisé à hauteur de 100 % dès lors que sa réalisation reste probable.

Compte tenu de l'impact peu significatif de cette acquisition par rapport aux autres sociétés du Groupe aussi bien sur le chiffre d'affaires, le résultat ou les agrégats bilanciaux, le Groupe ne communiquera pas de comptes pro forma.

2. Autres mouvements sur l'année 2014

- Fusion-absorption de la société SLTC par la société TDC Tessi en date du 31 décembre 2014 avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2014.

Ces mouvements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes consolidés 2014.

NOTE 4 - Information sectorielle

1. Secteurs d'activité

➤ 31/12/2014

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	179,8	44,7	24,2	248,7
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	1,4		0,1	1,5
Total chiffre d'affaires	178,4	44,7	24,1	247,2
Résultat opérationnel courant	22,8	12,7	-1,8	33,7
Dotations aux amortissements des immobilisations	5,1	1,3	0,6	7,0
Bilan				
Actifs sectoriels	142,1	21,3	13,0	176,4
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		134,4		134,4
Actifs d'impôts				17,7
Autres actifs				130,0
Total des actifs consolidés				458,5
Passifs sectoriels	91,0	8,5	11,2	110,7
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		89,2		89,2
Dettes financières				73,1
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)				19,1
Passifs d'impôts				1,1
Capitaux propres				165,3
Total des passifs consolidés				458,5
Investissements non financiers	12,2	2,9	1,0	16,1
Autres informations				
Effectifs de clôture	3 887	140	213	4 240

► 31/12/2013

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	162,6	51,8	27,0	241,4
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	2,0		0,1	2,1
Total chiffre d'affaires	160,6	51,8	26,9	239,3
Résultat opérationnel courant	19,1	17,8	1,2	38,1
Dotations aux amortissements des immobilisations	4,5	1,4	0,5	6,4
Bilan				
Actifs sectoriels	100,5	18,1	12,6	131,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		133,7		133,7
Actifs d'impôts				16,5
Autres actifs				115,9
Total des actifs consolidés				397,3
Passifs sectoriels	69,4	7,4	11,7	88,5
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		86,5		86,5
Dettes financières				43,4
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)				22,7
Passifs d'impôts				0,7
Capitaux propres				155,5
Total des passifs consolidés				397,3
Investissements non financiers	9,7	2,3	1,2	13,2
Autres informations				
Effectifs de clôture	3 058	143	206	3 407

2. CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Intérêts / produits et charges assimilés	-735	-780
Commissions nettes	1 084	1 181
Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation	36 365	35 331
Autres produits d'exploitation bancaire	8 020	16 000
Produit Net Bancaire	44 734	51 732

NOTE 5 - Charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Salaires et traitements	93 270	84 403
Charges sociales *	34 077	32 330
Participation des salariés	1 446	1 842
Paielement en actions (stock-options)		
Total	128 793	118 575

* Dont CICE-Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi de 3,5 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 2,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

➤ Effectifs présents au 31 décembre

	31/12/2014	31/12/2013
Cadres	495	485
Non cadres	3 745	2 922
Total *	4 240	3 407

* Hors effectifs du groupe Gdoc (63 salariés au 31 décembre 2014).

NOTE 6 - Autres charges et produits opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Subvention d'exploitation	31	17
Reprises amortissements et provisions	1 134	863
Autres produits opérationnels	1 921	2 181
Total autres produits opérationnels	3 086	3 061

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Autres services extérieurs	38 334	38 486
Autres charges externes	21 669	20 722
Autres charges opérationnelles	394	435
Total autres charges opérationnelles	60 397	59 643

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Plus ou moins-values de cession	-77	16
Total plus ou moins-values de cession	-77	16
Coûts de restructuration	-2 396	-2 215
Litiges	-390	
Dépréciation d'écart d'acquisition	-235	
Total autres charges et produits opérationnels non courants	-3 098	-2 199

En 2014, les coûts de restructuration sont relatifs aux coûts de déménagement des sites de production de Montargis, Rennes, Limoges et Bordeaux (542 K€), de la fermeture du site de Aurillac, d'un centre au Vietnam et de la succursale Belge de CPoR Devises (1 854 K€).

En 2013, les coûts non récurrents étaient relatifs aux coûts de déménagement et de fermeture de notre centre éditique de Limoges à Longjumeau (1 074 K€), des fermetures des sites de production de Niort et Clermont Ferrand (250 K€), de la restructuration menée chez Sakarah (381 K€), des coûts relatifs au déménagement des sites bordelais au sein d'un bâtiment acquis par la société mère (363 K€) et la mise au rebut d'un logiciel de risque non utilisé (149 K€).

NOTE 7 - Détail des amortissements et provisions

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Amortissements	6 955	6 407
Provisions	1 655	1 775
Total	8 610	8 182

NOTE 8 - Charges et produits financiers

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Produits financiers sur trésorerie	1 052	742
Frais financiers sur emprunts	-1 222	-1 139
Coût de l'endettement financier net	-170	-397
Autres produits	81	210
Autres frais financiers	-529	-272
Autres charges et produits financiers	-448	-62
Total charges et produits financiers	-618	-459

NOTE 9 - Impôts sur les résultats

1. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Impôts sur le résultat de l'exercice	9 586	10 990
Autres impôts exigibles	427	-633
Impôts exigibles	10 013	10 357
Liés à la naissance ou à l'inversion des différences temporelles	244	611
Autres impôts différés	-151	325
Impôts différés	93	936
Impôts sur les résultats	10 106	11 293

2. Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôts

En milliers d'euros	31/12/2014	Taux 2014	31/12/2013	Taux 2013
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	18 445		21 755	
Intérêts minoritaires	1 388		2 431	
Résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net de l'ensemble consolidé	19 833		24 186	
Charge d'impôt du Groupe	10 106		11 293	
Résultat avant impôts	29 939		35 479	
Dépréciation des écarts d'acquisition	235			
Résultat avant impôts et dépréciation des écarts d'acquisition	30 174		35 479	
Taux d'imposition en France		x 33,33 %		x 33,33 %
Charge d'impôt théorique	10 058		11 826	
Rapprochement :				
Différences permanentes	-700		-624	
Investissement Outre-Mer *	-353		-1 181	
Différentiel sur fiscalité étrangère	-185		-163	
Impact des différences des taux d'imposition	605		506	
Crédits d'impôts	-18		-27	
Déficits fiscaux non activés	791		850	
Déficits antérieurs non activés et utilisés	-92			
Déficits antérieurs activés et perdus			106	
Taux d'impôt effectif		x 33,49 %		x 31,83 %
Charge d'impôt réelle	10 106		11 293	

* Cet impôt différé actif correspond à l'économie d'impôt future générée par les investissements Outre-Mer réalisés dans le cadre du dispositif Girardin (art. 217 undecies du CGI).

3. Les différences permanentes sont principalement liées aux éléments suivants

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Charges et produits non déductibles ou non imposables	-758	-642
Autres	58	18
Impôts sur les résultats	-700	-624

4. Origine des impôts différés actifs et passifs

En milliers d'euros	31/12/2014			31/12/2013		
	Actifs	Passifs	Net	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations		890	-890		946	-946
Amortissements (Crédits-Baux)						
Charges à payer / Produits à recevoir	622		622	853		853
Investissement Outre-Mer	7 115		7 115	7 128		7 128
Autres actifs	757		757	446		446
Provisions (IFC)	3 955		3 955	2 830		2 830
Autres passifs		1 463	-1 463		1 618	-1 618
Reports fiscaux déficitaires	1 882		1 882	2 111		2 111
Impôts différés sociaux	26	13	13	6		6
Impôts différés nets	14 357	2 366	11 991	13 374	2 564	10 810
Impôts différés actifs au bilan			12 334			11 174
Impôts différés passifs au bilan			343			364

Au 31 décembre 2014, le montant des pertes fiscales reportables non reconnues s'élève à 11,7 millions d'euros.

NOTE 10 - Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Total	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services
Montant brut au 31 décembre 2013	53 392	38 673	12 041	2 678
Dépréciations cumulées	-7 727	-6 188		-1 539
Net au 31 décembre 2013	45 665	32 485	12 041	1 139
Acquisitions	22 249	22 249		
Cessions				
Réaffectation des écarts d'acquisition provisoires				
Dépréciations	-235	-235		
Écarts de conversion	8	8		
Dépréciations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés				
Écarts d'acquisition au 31 décembre 2014	67 687	54 507	12 041	1 139
Montant brut au 31 décembre 2014	75 649	60 930	12 041	2 678
Dépréciations cumulées	-7 962	-6 423		-1 539
Net au 31 décembre 2014	67 687	54 507	12 041	1 139

Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition sur la base de l'allocation provisoire du prix d'acquisition.

Le Groupe ajuste cette allocation provisoire au cours de la période d'allocation (n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition) pour refléter les valeurs finales de certains actifs et passifs comme les actifs incorporels, les avantages du personnel, les passifs éventuels et les soldes d'impôt courant et différé.

Les écarts d'acquisition ont été soumis à un test de dépréciation conformément à la méthode comptable exposée en note 4.4.

Leur valeur d'utilité est calculée selon la méthode « Discounted Cash Flow ». Les principales hypothèses actuarielles pour réaliser les tests de dépréciation de valeur des UGT sont les suivantes :

- nombre d'année sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des données issues du processus budgétaire pour la première année et d'une extension de ce processus pour les 4 années suivantes,
- coût moyen pondéré du capital (WACC) de 8,70 %, revu en 2014 en fonction notamment de l'évolution des taux sans risque et de la prime de risque,
- taux de croissance à long terme au-delà de la période de 5 ans du business plan de 1 %.

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2014 à la reconnaissance de perte de valeur.

Par ailleurs, les analyses de sensibilité effectuées en faisant varier notamment :

- les hypothèses financières (WACC +0,5 point, croissance à long terme -0,5 point), et
- les hypothèses économiques (taux de croissance du chiffre d'affaires < -2 points générant un taux de résultat opérationnel courant de -1 point)

ne mettent pas en évidence de valeur recouvrable inférieure à la valeur comptable de chacune des UGT.

NOTE 11 - Autres immobilisations incorporelles

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Frais de Recherche et Développement	Concessions, brevets, licences	Logiciels en crédit-bail	Autres immos incorporelles	Immos incorporelles en cours
Valeur brute à l'ouverture	16 567	1 319	10 769	1 007	1 762	1 710
Cumul des amortissements	-12 751	-916	-9 169	-1 007	-1 659	
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette au 1^{er} janvier 2014	3 816	403	1 600		103	1 710
Acquisitions	2 794		1 132		111	1 551
Immobilisations générées en interne						
Variations de périmètre (net)	42		42			
Cessions (net)	-29		-29			
Dotations aux amortissements DAP des actifs destinés à être cédés	-1 117	-167	-829		-121	
Virements de poste à poste (net)			112		77	-189
Écarts de conversion (net)						
Reclassement des actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)						
Valeur brute à la clôture	19 282	1 319	11 934	1 007	1 950	3 072
Cumul des amortissements	-13 776	-1 083	-9 906	-1 007	-1 780	
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette au 31 décembre 2014	5 506	236	2 028		170	3 072

NOTE 12 - Immobilisations corporelles

► Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Terrains	Construction	Install. techn., matériels info et ind.	Install techn. en crédit-bail	Autres immos corporelles	Autres immos corporelles en crédit-bail	Immos en cours	Avances et acomptes
Valeur brute à l'ouverture	79 806	1 974	10 081	32 250	3 772	31 581	74		74
Cumul des amortissements	-53 130		-605	-25 598	-3 772	-23 081	-74		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 1^{er} janvier 2014	26 676	1 974	9 476	6 652		8 500			74
Investissements	13 310	2 870	4 763	2 379		3 320		11	-33
Variations de périmètre (net)	1 055			500		524	31		
Cessions (net)	-336			-213		-123			
Dotations aux amortissements	-6 012		-448	-2 640		-2 920	-4		
Dotations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés									
Virements de poste à poste (net)						38			-38
Écarts de conversion (net)	14			8		6			
Reclassement des actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)									
Valeur brute à la clôture	89 558	4 844	14 844	32 496	3 772	33 475	113	11	3
Cumul des amortissements	-54 851		-1 053	-25 810	-3 772	-24 130	-86		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 31 décembre 2014	34 707	4 844	13 791	6 686		9 345	27	11	3

NOTE 13 - Immeuble de placement

En milliers d'euros	Évaluation au coût historique au 31/12/2014	Évaluation au coût historique au 31/12/2013
Valeur nette à l'ouverture	131	135
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-67	-63
Cumul des pertes de valeur		
Amortissements	-4	-4
Pertes de valeur (comptabilisées) reprises dans le compte de résultat		
Autres		
Valeur nette à la clôture	127	131
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-71	-67
Cumul des pertes de valeur		

NOTE 14 - Titres mis en équivalence

Le 8 décembre 2014, Tessi SA a souscrit au capital de la société Spigraph Group pour un montant de 5 millions d'euros. Cette souscription correspond à 20,22% du capital.

Les comptes consolidés de Spigraph Group n'étant disponibles qu'en mai 2015, une valorisation de cette prise de participation sur la base des comptes consolidés 2014 sera revue le cas échéant lors de la prochaine clôture.

NOTE 15 - Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Titres détenus jusqu'à l'échéance		
Prêts et créances à long terme		
Dépôts, cautionnements et prêts	1 658	1 711
Titres disponibles à la vente		
Titres de participation et autres titres immobilisés *	27 202	23 753
Créances rattachées aux autres titres immobilisés *	4 933	4 897
Titres de placement en juste valeur		
Total valeurs brutes	33 793	30 361
Dépréciations cumulées *	-32 132	-28 466
Valeur nette	1 661	1 895

* Dont investissements Outre-Mer réalisés dans le cadre du dispositif Girardin (art. 217 undecies du CGI).

1. Titres non consolidés (contribution en valeurs nettes)

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
24h00		182
Autres	3	2
Valeur nette	3	184

2. Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Titres de participation et autres titres immobilisés	Créances rattachées aux autres titres immobilisés	Prêts	Dépôts et cautionnements
Valeur brute à l'ouverture	30 361	23 753	4 897	13	1 698
Cumul des pertes de valeur	-28 466	-23 569	-4 897		
Valeur nette à l'ouverture	1 895	184		13	1 698
Acquisitions		3 791	36		203
Variations de périmètre					124
Cessions (net)					
Remboursement				-3	-380
Revalorisation					
Virements de poste à poste				12	-12
Écart de conversion					3
Pertes de valeur		-3 972	-36		
Valeur brute à la clôture	33 793	27 202	4 933	22	1 636
Cumul des pertes de valeur	-32 132	-27 199	-4 933		
Valeur nette au 31 décembre 2014	1 661	3		22	1 636

NOTE 16 - Créances clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Valeur brute	61 433	52 585
Dépréciation	-1 568	-1 063
Total valeur nette à l'actif	59 865	51 522
Acomptes reçus et avoirs à établir	-8 759	-6 736
Clients Affranchissements	-3 297	-4 492
Valeur nette clients	47 809	40 294
Valeur nette clients retraitée *	45 448	40 294
Chiffre d'affaires TTC (base 12 mois) *	249 176	224 298
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	66,57	65,57

* Hors activités financières et contribution Gdoc

Les affranchissements sont gérés en débours, et ne font donc pas partie du chiffre d'affaires.

NOTE 17 - Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Acomptes versés et avoirs à recevoir	689	588
Créances sociales	393	368
Créances fiscales	8 955	8 571
Créances diverses	993	883
Charges constatées d'avance	4 007	3 312
Autres créances et comptes de régularisation	15 037	13 722
Impôts exigibles	5 348	5 289
Total	20 385	19 011

NOTE 18 - Capital social

Au 31 décembre 2014, le capital social se compose de 2 796 678 actions d'un montant nominal de 2 euros.

	Capital social en nombre d'actions	Capital social en milliers d'euros
Au 1 ^{er} janvier 2014	2 804 945	5 609,8
Annulation	-10 453	
Levées d'option	2 186	
Au 31 décembre 2014	2 796 678	5 593,4

1. Calcul du résultat par action

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	18 445	21 755
Nombre moyen d'actions en circulation	2 805 526	2 802 598
Résultat de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	6,57	7,76

2. Calcul du résultat dilué par action

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	18 445	21 755
Nombre moyen d'actions - dilué	2 797 928	2 809 033
Résultat dilué de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	6,59	7,74

3. Ajustements effectués afin de calculer le nombre moyen pondéré d'actions, dilué

	31/12/2014	31/12/2013
Nombre d'actions en circulation	2 796 678	2 804 945
Effet dilutif des options d'achats	1 250	4 088
Nombre moyen d'actions après dilution	2 797 928	2 809 033

4. Options d'achat d'actions

➤ Mouvements de l'exercice

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Options en circulation au 1 ^{er} janvier 2014	4 088	39,21
Options émises pendant l'exercice		
Options devenues non exerçables pendant l'exercice	-652	
Options exercées pendant l'exercice	-2 186	
Options en circulation au 31 décembre 2014	1 250	35,56
Options arrivées à échéance pendant l'exercice		
Options exerçables au 31 décembre 2014	1 250	

➤ Caractéristiques des options d'achat d'actions en circulation à la clôture de l'exercice

	Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options non exercées	Nombre d'options exercées en 2014	Période d'exercice		Prix d'exercice (en €)
					du	au	
Plan 7	15/06/2007	10 658		436	15/06/2011	15/06/2014	49,26
Plan 8	16/06/2008	15 600	1 250	1 750	16/06/2012	16/06/2015	35,56
Total		31 820	1 250	2 186			

NOTE 19 - Provisions pour risques et charges

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour restructuration	Provisions pour impôts	Provisions pour litiges
Valeur au 1 ^{er} janvier 2014	11 069	8 562	10		2 497
Variation de périmètre	285			216	69
Provisions supplémentaires	1 541		1 313		228
Écarts actuariels *	2 719	2 719			
Augmentation des provisions existantes	1 064	978			86
Montants repris utilisés	-868	-187	-10		-671
Montants repris non utilisés	-285	-120			-165
Virement de poste à poste					
Écart de conversion	7	7			
Valeur au 31 décembre 2014	15 532	11 959	1 313	216	2 044
Provisions non courantes	13 559	11 959		216	1 384
Provisions courantes	1 973		1 313		660

* Les écarts actuariels sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres.

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des litiges sociaux, commerciaux ou dans le cadre de la marche normale des activités.

NOTE 20 - Engagements de retraite

Principales hypothèses actuarielles

En %	2014	2013
Taux d'actualisation	1,50 %	3,20 %
Taux attendu d'augmentation des salaires des cadres	2 %	2 %
Taux attendu d'augmentation des salaires des non cadres	1 %	1 %
Taux d'inflation	2 %	2 %

NOTE 21 - Passifs et créditeurs

1. Passif portant intérêt

Exercice 2014 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 207	62 112		67 319
Dettes financières diverses	753	2 754		3 507
Découverts bancaires	1 847			1 847
Intérêts courus non échus	440			440
Total des passifs portants intérêts	8 247	64 866		73 113

2. Passifs courants non financiers

Exercice 2014 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes fournisseurs	20 137			20 137
Dettes fournisseurs d'immobilisations	2 589			2 589
Total fournisseurs	22 726			22 726
Acomptes reçus et avoirs à émettre	8 759			8 759
Dettes sociales	31 430			31 430
Dettes fiscales	19 092			19 092
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	19 154			19 154
Dettes diverses	3 128			3 128
Produits constatés d'avance	5 721			5 721
Autres passifs courants	87 284			87 284
Impôt courant passif	814			814
Total passifs courants non financiers	110 824			110 824

3. Passifs non courants non financiers

Exercice 2014 - en milliers d'euros	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes fournisseurs d'immobilisations	4 298		4 298
Total passifs non courants non financiers	4 298		4 298

NOTE 22 - Trésorerie, équivalents de trésorerie et endettement net

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Valeurs mobilières de placement	5 784	27 133
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	109 942	75 415
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	134 383	133 710
Découverts bancaires	-1 847	-2 356
Trésorerie et équivalents de trésorerie	248 262	233 902
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	-19 154	-22 681
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	-89 161	-86 488
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des avances	139 947	124 733
Dettes financières	-70 826	-40 608
Trésorerie nette incluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	69 121	84 125
Trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	47 856	36 880
Trésorerie nette excluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	21 265	47 245

1. Trésorerie de CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises, dont :	134 383	133 710
Comptes bancaires de la clientèle	39 401	27 059
Prêts au jour le jour	6 500	11 001
Avoirs en devises	57 276	58 626
Avoirs en or	25 648	26 668
Comptes courants débiteurs à vue	5 558	10 356
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises, dont :	-89 161	-86 488
Dépôts bancaires de la clientèle	-38 899	-34 111
Emprunts au jour le jour	-12 727	-12 882
Dettes en onces d'or	-24 270	-24 121
Dettes sur avoirs en devises	-5 073	-15 360
Comptes courants créditeurs à vue	-8 192	-14
Comptes courants à vue CPoR Devises	-2 634	10 342
Trésorerie nette dédiée à l'activité CPoR Devises	47 856	36 880

2. Dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Dettes financières inférieures à 1 an	5 960	5 600
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	64 866	34 912
Dettes financières supérieures à 5 ans		96
Dettes financières	70 826	40 608

En 2014, souscription de 2 crédits bancaires :

- auprès de NATIXIS pour un montant de 20 millions d'euros, d'une durée de 5 ans remboursable totalement à échéance
- auprès de HSBC pour un montant de 15 millions d'euros, d'une durée de 5 ans remboursable totalement à échéance.

En janvier 2013, la société Tessi SA a finalisé sa première émission obligataire auprès d'investisseurs institutionnels français.

Les principales caractéristiques de cet emprunt obligataire sont les suivantes :

- Montant total de l'émission : 20 millions d'euros
- Date d'émission : 11 janvier 2013
- Maturité : 31 décembre 2018
- Coupon : 3,95 %
- Place de cotation : cote officielle de la Bourse du Luxembourg

NOTE 23 - Juste valeur des instruments financiers

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, le tableau suivant présente les éléments comptabilisés en juste valeur par classe d'instruments financiers selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : instruments directement cotés sur un marché actif,
- Niveau 2 : instruments cotés sur un marché actif pour un instrument similaire, ou dont les techniques d'évaluations sont basées sur des paramètres observables,
- Niveau 3 : instruments dont les paramètres significatifs de valorisation ne sont pas observables.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Actifs/passifs évalués à la juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Exercice 2014 - en milliers d'euros							
Actifs							
Titres mis en équivalence	3	5 000	5 000	5 000			
Titres de participation et autres titres immobilisés	3	3	3		3		
Prêts et créances à long terme		1 658	1 658			1 658	
Clients et comptes rattachés		59 865	59 865			59 865	
Autres créances et comptes de régul. hors charges constatés d'avance		11 030	11 030			11 030	
Valeurs mobilières de placement – SICAV	1	5 718	5 784	5 784			
Dépôts à terme	2	21 000	21 000	21 000			
Disponibilité et équivalents de trésorerie des activités commerciales	1	88 942	88 942	88 942			
Disponibilité et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	1	134 383	134 383	134 383			
Total des actifs financiers		327 599	327 665	255 109	3	72 553	
Passifs							
Emprunts et autres dettes financières à long terme	2	64 866	64 866				64 866
Dettes financières à court terme	2	8 247	8 247				8 247
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		89 161	89 161				89 161
Autres passifs non courants	3	4 298	4 298	4 298			
Fournisseurs		22 726	22 726				22 726
Autres passifs courants		87 284	87 284				87 284
Total des passifs financiers		276 582	276 582	4 298			272 284

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement composées de placements à très court terme (SICAV de trésorerie).

NOTE 24 - Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013	Mouvements de périmètre	Autres mouvements	Variations de l'exercice
Variation des frais financiers	-440	-405			-35
Situation exploitation	-11 551	-11 711	1 421	10	-1 271
Stock	1 151	1 162			-11
Créances d'exploitation	69 903	61 050	6 942	18	1 893
Dettes d'exploitation	-82 605	-73 923	-5 521	-8	-3 153
Situation hors exploitation	-18 469	-20 163	-2 234	27	3 901
Créances hors exploitation	6 341	6 172	11	2	156
Dettes hors exploitation	-23 097	-25 857	-1 313	19	4 054
Charges et produits constatés d'avance	-1 713	-478	-932	6	-309
Besoin en fonds de roulement	-30 460	-32 279	-813	37	2 595
Avances promotionnelles	19 154	22 681			-3 527
Variation du besoin en fonds de roulement retraité					-932

NOTE 25 - Gestion des risques

1. Risque de taux

Dans le cadre de son financement, Tessi souscrit des emprunts bancaires à taux variables et fixes.

Les emprunts peuvent faire l'objet d'une couverture d'intérêts :

- soit par un swap de taux permettant de capper le taux d'intérêt variable,
- soit par un swap de taux permettant de fixer le taux d'intérêt variable.

Au 31 décembre 2014, cette couverture porte sur un montant nominal initial de dettes bancaires de 7,9 M€.

2. Risques de variation de cours

La Société n'est pas exposée de manière significative à des variations de cours.

3. Risques liés à l'environnement économique

Le Groupe est présent sur le marché français au travers de ses 3 business units (Documents services, Marketing services et CPoR Devises) et propose des services et des solutions technologiques à des clients dans de nombreux secteurs de l'économie.

Bien que l'activité du Groupe présente un bon niveau de résistance aux différents cycles économiques et notamment une forte récurrence grâce à des contrats pluriannuels, elle peut être sensible à l'évolution de la situation économique et financière générale et plus particulièrement de la situation financière des acteurs du secteur des services financiers et notamment les banques. Depuis 2008 ce secteur de l'économie a été le plus affecté par les incertitudes économiques internationales et la crise financière en Europe. Cette situation a pu créer des tensions chez les

clients du Groupe générant une baisse du niveau de leur activité et de leurs relations avec leurs fournisseurs et prestataires. Ces tensions sont potentiellement génératrices de pression sur les prix, d'arrêt ou de report de projets, notamment sur l'activité Documents Services.

Cette activité intègre notamment la division chèques et moyens de paiement scripturaux du Groupe, au sein de laquelle le Groupe accompagne la majorité des banques dans la gestion de leur filière des traitements des moyens de paiement papier. Dans ce contexte, le Groupe serait également affecté par une décision unilatérale qui viendrait remettre en cause la gratuité du chèque bancaire en France ou son existence même en tant que titre de paiement.

D'autre part, l'activité Marketing Services peut être extrêmement sensible aux budgets d'investissements en marketing et opérations promotionnelles consacrés par les annonceurs. Ces budgets sont eux-mêmes très sensibles à l'environnement économique et au moral des entreprises.

Enfin, le Groupe ne s'adresse actuellement de manière significative qu'au marché français et espagnol. Dès lors, son niveau d'activité est sensible à l'évolution de la conjoncture économique de ces pays.

Une évolution négative de l'environnement économique et financier affectant les marchés sur lesquels le Groupe est présent pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

4. Risques liés à la réglementation et à son évolution

Le Groupe exerce son activité dans un environnement fortement réglementé, tant au niveau national qu'europpéen, en particulier en matière de traitement de données et flux pour son activité Documents Services et pour sa filiale CPoR Devises, établissement de crédit. En outre, une part significative des clients du Groupe est soumise à la réglementation stricte du secteur financier.

La réglementation applicable aux activités du Groupe ou à ses clients est susceptible d'évolutions qui pourraient être tant favorables que défavorables au Groupe. Un renforcement de la réglementation ou de sa mise en œuvre, tout en offrant dans certains cas de nouvelles opportunités de développement, est susceptible d'entraîner de nouvelles conditions d'exercice des activités du Groupe pouvant augmenter ses charges d'exploitation, limiter le champ de ses activités ou plus généralement constituer un frein au développement du Groupe.

De manière plus générale, le Groupe ne peut garantir que des modifications rapides et/ou importantes de la réglementation en vigueur n'auront pas à l'avenir d'effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

5. Risques liés aux activités de CPoR Devises

CPoR Devises est un établissement de crédit avec une exposition élevée aux risques de non-conformité, qui se traduisent notamment en risque d'atteinte à l'image et à la réputation. Les risques identifiés sont :

➤ **Risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme**

- acheter des valeurs d'origine frauduleuse,
- accepter des fonds issus d'activités illicites,
- accepter ou transférer des fonds passibles d'embargo,
- faciliter l'évasion fiscale,
- faciliter le financement d'activités terroristes.

CPoR Devises a mis en place un dispositif structuré, encadré par un Comité LCB-FT spécifique, qui intègre différentes mesures :

- un corpus procédural dédié, à la disposition de tous les collaborateurs de l'établissement sur l'intranet,
- des opérations effectuées très majoritairement avec des clients référencés et connus,
- un questionnaire spécifique pour les clients occasionnels, les interrogeant sur l'origine des fonds ou des valeurs et sur la justification économique de l'opération souhaitée,
- le filtrage des référentiels clients et des messages de règlement SWIFT par les listes de sanctions nationales et internationales,
- la limitation des activités internationales à une clientèle bancaire,
- la mise en œuvre d'un logiciel de détection des opérations atypiques permettant une analyse et une traçabilité des décisions,
- la formation régulière des personnels concernés.

➤ **Risques déontologiques de par son rôle de place sur le marché de l'or**

En effet la cotation officielle de l'or, démarrée en 1948 a pris fin en 2004. Depuis cet arrêt, CPoR Devises indique chaque jour à 13 heures les prix auxquels sont répondus tous les ordres passés auprès des établissements financiers et des professionnels de l'investissement agréés. Cette cotation est publiée sur le site de la Banque de France ainsi que par plusieurs médias nationaux. Les risques identifiés sont:

- non-respect de l'intégrité des actifs clientèle conservés en dépôt,
- non-respect des principes déontologiques en matière de cotation.

CPoR Devises opère une surveillance et une gestion du risque :

- une alerte quotidienne sur le niveau des soldes disponibles à la vente a été mise en place,
- la cotation des matières d'or est confortée par la tenue d'un carnet d'ordres qui conserve la traçabilité de tous les ordres pris en compte.

➤ **Risques de non-conformité à l'agrément reçu par le Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (CECEI)**

- défaut de constitution des dossiers clients, en particulier non-identification des ayants droits économiques,
- traitement des virements émis et reçus non-conforme aux obligations réglementaires,
- traitement de données personnelles non-conforme à la Loi Informatique et Liberté, défaut de déclaration à la CNIL ou non-respect de l'autorisation reçue,
- non-respect des limites de l'activité définies par l'agrément reçu.

CPoR Devises a mis en place le dispositif suivant :

- la mise en place d'une gestion électronique des documents permettant un contrôle permanent des dossiers clients,
- l'encadrement des flux financiers : règlements émis uniquement à destination de comptes identifiés des clients, contrôle des donneurs d'ordre des virements reçus,
- le contrôle permanent des soldes créditeurs.

➤ **Risques opérationnels, en particulier liés à la sûreté des personnes et des biens face à tout acte de malveillance**

Ce risque majeur est pris en charge par :

- un responsable sécurité et un Comité sécurité dédié,
- des mesures spécifiques auditées par un prestataire indépendant.

Les risques bancaires spécifiques auxquels est également exposée CPoR Devises et qui constituent une moindre menace sont les risques de financement à court et très court terme et les risques de marché sur les devises exotiques et sur sa position or.

Les risques de crédit, de taux d'intérêt et de liquidité sont reconnus comme faibles chez CPoR Devises.

Couverture des risques de marché sur les activités or et devises :

La politique générale de gestion Actif Passif se concrétise par une couverture systématique des actifs physiques détenus par CPoR Devises dans le cadre de ses activités de garantie de la liquidité des produits traités.

Les actifs physiques en or ou en monnaie fiduciaire sont couverts par des ventes scripturales symétriques. Ce principe se décline pour l'ensemble des actifs physiques traités par CPoR Devises.

Les opérations de couverture sont assurées par des transactions scripturales au comptant ou plus rarement à terme sans que leur échéance excède un mois. Les opérations de couverture sont effectuées quotidiennement ou en cours de journée en fonction de de la position de change globale des actifs / passifs et de la volatilité constatée sur les supports.

➤ **Couverture des actifs fiduciaires**

- Devises majeures : les actifs fiduciaires sont couverts par des ventes scripturales au comptant dans la même devise.
- Limites de la couverture : l'impossibilité de trouver des contreparties interbancaires pour des opérations scripturales sur certaines devises exotiques ne permet pas cependant d'aboutir à une couverture parfaite exhaustive pour chacune des deux cents devises traitées par CPoR Devises.
- Devises exotiques : en l'absence de marché scriptural interbancaire pour les devises exotiques, les actifs fiduciaires sont couverts par une vente au comptant de devises avec lesquelles une corrélation historique peut être établie (Dollars, Francs suisses, Dollars canadiens). À défaut de corrélation avérée, la couverture des devises exotiques est assurée par une couverture en Dollars.

➤ **Couverture des avoirs d'or physique**

- La couverture des avoirs physiques en or ou des engagements en cours est assurée par une vente symétrique d'or scriptural (onces) à découvert, correspondant au poids total des actifs détenus par CPoR Devises.
- La gestion du compte d'or scriptural, structurellement débiteur, est assurée dans le cadre d'une ligne de crédit confirmée.
- Le solde du compte scriptural est ajusté au minimum une fois par jour, en fonction de l'évolution du niveau des avoirs physiques et de la volatilité intra-day du cours de l'or.

- Limites de la couverture : les caractéristiques des pièces à intérêt numismatique et l'existence d'écart possible entre le cours international et national ne permettent cependant pas d'aboutir à une couverture parfaite des risques de marché attachés à la valorisation des actifs en or physique.

La couverture est assurée sur la base du poids des actifs physiques et ne prend pas en compte le niveau des primes pouvant exister pour certains produits à caractère numismatique dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or. L'exposition au risque de marché pour les pièces à intérêt numismatique est encadrée par une limite opérationnelle dont le montant est déterminé par le Conseil de Surveillance, fixé à 3 millions d'euros en 2014. L'exposition au risque de marché sur les primes numismatiques est déterminée en retenant une hypothèse de disparition totale et immédiate de la totalité des primes. Au 31 décembre 2014, le total brut des primes s'est établi à 1,1 millions d'euros.

NOTE 26 - Honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

En milliers d'euros	BDO Rhône-Alpes				Audits et Partenaires				Autres cabinets			
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%		Montants (HT)		%	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Commissariat aux Comptes	297	287	66%	84%	212	215	100%	100%	86	46	41%	42%
Émetteur	48	48	11%	14%	48	48	23%	22%				
Filiales	249	239	55%	70%	164	167	77%	78%	86	46	41%	42%
Missions accessoires	19	19	4%	6%								
Émetteur	19	19	4%	6%								
Filiales												
Audit	316	306	70%	90%	212	215	100%	100%	86	46	41%	42%
Juridique, fiscal, social												
Autres prestations	133	35	30%	10%					124	64	59%	58%
Autres prestations	133	35	30%	10%					124	64	59%	58%
Total	449	341	100%	100%	212	215	100%	100%	210	110	100%	100%

NOTE 27 - Informations sur les entreprises et parties liées

Les principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux sont précisés dans le rapport du président conformément aux articles L.225-37 du Code de Commerce.

La rémunération du Président-directeur général est fixée par le Conseil d'Administration et comprend, en principe, uniquement une partie fixe. Pour tenir compte des performances du Groupe, le Conseil d'Administration peut lui attribuer exceptionnellement une prime. La partie fixe est déterminée en considération des normes usuelles pour des postes de responsabilités comparables.

Comme l'ensemble des dirigeants du Groupe, il bénéficie en outre des dispositifs de prévoyance collective et de retraite complémentaire institués pour tous les salariés du Groupe et ne bénéficie d'aucun autre avantage spécifique en matière de retraite supplémentaire.

Aucun titre de capital, ou donnant accès au capital, ou donnant le droit d'acquérir des titres du capital de Tessi SA, ne lui a été attribué. De plus, il ne perçoit pas de jetons de présence des mandats qu'il exerce, que ce soit dans des sociétés du Groupe ou dans des sociétés autres mais à raison de ses fonctions dans le Groupe.

Les jetons de présence versés aux membres non salariés du Conseil d'Administration de Tessi SA au titre de 2014 s'élèvent à 70 000 euros.

Une convention de bail est conclue entre Tessi SA et la SCI Tony Garnier, détenue par le Président-directeur général, pour un montant annuel de 158 729 euros hors taxes.

NOTE 28 - Engagements donnés - reçus

1. Engagements donnés

- Tessi SA s'est engagée à l'octroi de cautions, avals et garanties, en cas de défaillance financière de ses filiales et des sociétés du Groupe qu'elle contrôle indirectement, dans la limite de 25 millions d'euros, et sans limitation de montant à l'égard des administrations fiscales et douanières.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société Locam à garantir que sa filiale (100 %) la société Tessi Informatique soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations de services de gestion des cartes privatives conclu entre sa filiale et la société Locam.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société CNP Assurances à garantir que sa filiale la société Tessi Documents Services (99,9 %) soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre :
 - du contrat de prestations de services production Préfon Retraite
 - du contrat de prestations de services de traitement des contrats en déshérenceconclu entre sa filiale et la société CNP Assurances.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société Caisse d'Épargne Île de France à garantir que sa filiale la société Tessi Documents Services (99,9 %) soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations de traitement de documents conclu entre ses filiales et la société Caisse d'Épargne Île de France.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi GED tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès du LCL - Le Crédit Lyonnais à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi Editique tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de Pitney Bowes à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi Editique, tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société EUROPCAR France à garantir que ses filiales, les sociétés Tessi Documents Services et Tessi Editique, soient en mesure de faire face à toutes leurs obligations respectives au titre du contrat de prestations de services de numérisation de documents et d'édition conclu avec la société EUROPCAR France.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de leurs obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse d'achat portant sur 51 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels - ISEM. Cette promesse a été modifiée et pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire à compter du 1^{er} juillet 2015 et jusqu'au 30 septembre 2015 inclus.
- Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Deutsche Bank AG à faire en sorte que sa filiale ICSB soit en mesure de faire face à ses engagements contractuels.
- Souscription par Tessi Documents Services auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 1 180 100 € en garantie des intérêts des URSSAF, clients de Tessi Documents Services
- Souscription par Tessi MD auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant :
 - de 100 000 € pour garantir la société Distrimag SA de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux,
 - de 900 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux. Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Société Générale à faire en sorte que la banque n'encourt pas de perte du fait de son engagement avec Tessi MD et que Tessi MD respecte ses engagements envers la Société Générale et dispose d'une trésorerie suffisante.
- Souscription par Tessi Encaissements auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant :
 - de 60 000 € pour garantir la société Caisse Autonome de Retraite et de Prévoyance des Infirmiers, Masseurs Kinésithérapeutes, Orthophonistes et Orthoptistes – CARPIMKO en garantie du paiement de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Encaissements au titre d'une convention de délégation conclue entre CARPIMKO et Tessi Encaissements,
 - de 145 000 € pour garantir du paiement de toutes les sommes qui seraient dues à la Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français – CARMF par Tessi Encaissements en sa qualité de mandataire de l'agent comptable du bénéficiaire.
- Souscription par Tessi Editique auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 3 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Editique au titre du règlement des affranchissements postaux.
- Souscription par Tessi Editique auprès de la BNP d'une caution bancaire d'un montant de 1 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Editique au titre du règlement des frais d'affranchissement.
- XWZ 32 (mère de Tessi Editique) a accordé un cautionnement solidaire de la société Tessi Editique hauteur de 1 000 000 € au profit de la BNP.

2. Engagements reçus

- L'actionnaire majoritaire détenant 51 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels – ISEM a accordé à Tessi SA une promesse de vente. Cette promesse a été modifiée et pourra être exercée par Tessi SA en une fois à compter du 1^{er} octobre 2015 et jusqu'au 31 décembre 2015 à minuit.
- Les engagements de financement reçus par la société CPoR Devises correspondent à la fraction non utilisée des lignes de crédit confirmées multi-devises. Au 31 décembre 2014, le montant non utilisé de ces lignes est de 64,9 millions d'euros.

3. Dettes garanties par des sûretés réelles

- Tessi SA, nantissement :
 - de 1 421 actions de la société Logidoc-Solutions au profit de la Société Générale,
 - de la créance détenue sur le locataire au titre de la location d'un bien immeuble acquis en VEFA sis à LE HAILLAN au profit du CIC Lyonnaise de Banque.
- Tessi SA a accordé une promesse d'hypothèque de premier rang sur les locaux de Lyon au profit du Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes en garantie d'un emprunt.

4. Autres engagements financiers

- Des emprunts ont fait l'objet d'une couverture d'intérêt partielle sur un montant nominal initial de 7,9 M€.

Aucun retraitement sur la valorisation de ces couvertures n'a été opéré au 31 décembre 2014 dans les comptes consolidés compte tenu du caractère non significatif de l'impact, qui par ailleurs a été apprécié à partir des valorisations des contreparties.

- Les opérations enregistrées en hors bilan par la société CPoR Devises recouvrent différentes catégories d'opérations, dont :
 - Les euros et devises empruntés non reçus / les devises et euros prêtés non livrés. Il s'agit des emprunts au jour le jour ou à très court terme engagés en date de clôture pour la couverture de la position de change mais n'ayant pas encore donné lieu à transfert de fonds. Ils sont généralement dénoués entre J+2 et J+5. Au 31 décembre 2014, le montant engagé est de 0,5 millions d'euros.
 - Les swaps cambistes. Il s'agit d'achats / ventes à terme couplés d'euros / devises, dans le cadre des opérations de couverture de la position de change. Au 31 décembre 2014, le montant des swaps de devises est de 40 millions d'euros.

NOTE 29 - Périmètre de consolidation au 31 décembre 2014
Information relative aux filiales consolidées par secteur d'activités
1. Tessi documents services

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
2PL-Prod	France	100	100	IG
Accès Informatiques	France	100	100	IG
ASPOne.fr	France	100	100	IG
Atelier Pré St Gervais	France	100	100	IG
ATIA	Vietnam	60	60	IG
A.T.I.P.	France	100	100	IG
BIPIO	Île Maurice	91,5	91,5	IG
BIP-Tessi	France	100	99,9	IG
Bordeaux Saisie	France	100	100	IG
C2I Production	France	100	100	IG
Docuplus Ltd	Angleterre	100	100	IG
GIP-Tessi	France	100	100	IG
Gdoc Holding SA	Suisse	100	100	IG
Gdoc Espana SL	Espagne	100	100	IG
Gdoc Lasercom France	France	100	100	IG
Gdoc Lasercom SA	Suisse	100	100	IG
Grabación de datos y documentos	Espagne	100	100	IG
Graddo Grupo Corporativo	Espagne	100	100	IG
Graddo II	Espagne	100	100	IG
ICSB	France	100	100	IG
ISEM	France	49	49	IG
Logidoc-Solutions	France	100	100	IG
Processure Company Limited	Île Maurice	50	50	IG
Perfo Service	France	100	100	IG
Prochèque Nord	France	100	100	IG
RIB Drôme	France	99,8	99,8	IG
RIP-Tessi	France	100	100	IG
Sakarah	France	100	100	IG
SATC	France	100	100	IG
SDIP-Tessi	France	100	100	IG
SEDI	France	99,8	99,8	IG
SIP-Tessi	France	100	99,9	IG
SMIP-Tessi	France	100	100	IG
Spigraph Group	France	20,2	20,2	ME
Synercam	France	100	100	IG
TDC Tessi	France	100	100	IG
T.D.I	France	100	100	IG
TESCA	France	51	51	IG
Tessi Asia	Vietnam	75	75	IG
Tessi Chèque Auvergne	France	100	100	IG
Tessi Chèque Bordeaux	France	100	100	IG
Tessi Chèque Conseil	France	100	100	IG
Tessi Chèque Île de France	France	100	100	IG

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Tessi Chèque Interbancaire	France	100	100	IG
Tessi Chèque Nanterre	France	99,8	99,8	IG
Tessi Chèque Rennes	France	100	100	IG
Tessi Consulting	France	100	100	IG
Tessi Contact Center	France	100	100	IG
Tessi Documents Services	France	99,9	99,9	IG
Tessi Editique	France	100	100	IG
Tessi Encaissements	France	100	100	IG
Tessi GED	France	100	100	IG
Tessi Informatique	France	100	100	IG
Tessi Ouest	France	100	100	IG
Tessi Paiements Services	France	100	100	IG
Tessi Technologies	France	100	100	IG
Tessi-T.G.D	France	100	100	IG
T.I.G.R.E.	France	100	100	IG
TSI Action Informatique	France	100	100	IG
Tunis Data Services	Tunisie	100	100	IG
XWZ 32	France	100	100	IG

2. CPoR Devises

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
CPoR Devises	France	80	80	IG
Intactus	France	100	100	IG

3. Tessi marketing services

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Soft Promo	France	100	100	IG
Tessi CRM Consulting	France	100	100	IG
Tessi MD	France	100	100	IG
Tessi TMS	France	99,9	99,9	IG
Tessi Procurement	France	100	100	IG

4. Autres et non affectées

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Tessi Services	France	100	100	IG
Tessi lab	France	100	100	IG